



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Rencontre économique 2010 à Lévis : une vision globale pour un changement de logique économique

Montréal, le 19 janvier 2009 – Le Chantier de l'économie sociale participera à la rencontre économique 2010 du premier ministre Jean Charest les 20 et 21 janvier prochains. Préoccupé par la volonté du gouvernement de débattre en silo d'un ensemble d'enjeux stratégiques pour l'avenir du Québec, le Chantier souhaite y présenter des projets porteurs d'innovation et de création d'emploi dans une perspective de développement durable pour l'ensemble des régions du Québec.

Développer une vision globale

Selon Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, « Nous sommes très surpris de la position exprimée par le gouvernement du Québec qui souhaite dissocier le débat sur les finances publiques des perspectives de développement pour les 20 prochaines années. Comment peut-il affirmer que les choix qui seront faits pour le retour à l'équilibre budgétaire, entre autres, n'affecteront pas les projets retenus lors de cette rencontre économique? Comment dissocier ce débat des impératifs liés à la politique de développement durable, à la lutte à la pauvreté et à l'occupation des territoires? La situation économique actuelle du Québec, en comparaison de celles de la plupart des pays industrialisés, est enviable et nous devons absolument nous pencher sur les facteurs qui l'ont permis pour renforcer ce qui marche, en plus d'innover pour faire mieux ».

Assurer un rendement durable des dépenses publiques

Sans augmenter les dépenses publiques, le Chantier de l'économie sociale est convaincu qu'on peut aussi accroître les impacts des dépenses actuelles. Le pouvoir d'achat du gouvernement doit être reconnu non seulement pour ses impacts économiques, mais aussi sociaux et environnementaux. Les dépenses publiques constituent 50 % de notre PIB, dont la moitié en achat de biens et services. Il reste beaucoup de chemin à faire pour qu'elles soient réellement orientées dans une perspective de développement durable. Nous devons aussi revoir nos façons de faire en matière d'innovation sociale, ce qui veut dire, par exemple, de développer un partenariat véritable entre l'État et les entreprises d'économie sociale dans une multitude de secteurs.

Miser sur les entreprises collectives

Le Chantier de l'économie sociale se présentera à cette rencontre avec de nombreuses idées pouvant permettre au Québec de construire une économie sur des bases nouvelles. Parmi ses propositions, le Chantier veut souligner l'importance d'investir davantage dans les entreprises collectives enracinées dans leurs territoires, réinvestissant leurs surplus dans les collectivités locales, ayant un taux de survie plus élevé que la PME traditionnelle et se préoccupant de la redistribution de la richesse à l'intérieur même du processus de création de richesse. Un accès accru à la capitalisation pour ces entreprises serait grandement facilité par des ajustements fiscaux et juridiques qui encouragent l'investissement privé à des fins sociales, à l'instar d'autres pays de l'OCDE. L'adaptation des mesures de soutien à la recherche et au développement pour tenir compte de l'innovation sociale et technologique dans le domaine de l'économie sociale, notamment pour les nouvelles technologies et les communications, doit également être à l'ordre du jour.

Prioriser l'emploi durable

Le Chantier croit que la création d'emplois de qualité demeure une préoccupation importante pour beaucoup de régions. Cet objectif peut se réaliser en renforçant le soutien de l'État à des secteurs qui créent de l'emploi tout en répondant aux besoins des collectivités. Le réseau des entreprises

d'économie sociale en aide domestique est un exemple percutant avec 6000 emplois offrant des services à domicile à 79 000 clients dont 80% sont des aînés. L'habitation communautaire, la culture et la gestion des matières résiduelles sont d'autres secteurs qui répondent aux besoins des collectivités tout en créant de l'emploi. L'investissement dans la formation continue et le soutien aux organismes communautaires voués à l'insertion à l'emploi des populations marginalisées demeure un vecteur stratégique. Les choix budgétaires à court et long terme doivent en tenir compte.

Investir dans les infrastructures d'avenir

Le Chantier insiste également sur l'importance de poursuivre les investissements en infrastructures, mais la priorité doit être accordée à des projets qui misent sur le développement durable. Ainsi, le transport collectif, l'habitation communautaire et les infrastructures sociales et culturelles sur tout le territoire doivent être priorisés.

Changer la logique économique

« Le développement du Québec ne peut s'appuyer exclusivement sur les décisions d'investisseurs privés à la recherche de rendements financiers. Il doit s'appuyer sur une mobilisation des forces vives de toute la société et particulièrement sur la capacité d'innovation des citoyens et des collectivités locales. L'économie sociale est le véhicule parfait pour canaliser ce potentiel extraordinaire; il faut miser plus que jamais là-dessus. Nous devons être audacieux pour revoir notre façon de développer l'économie, de changer sa logique même, pour espérer ne pas revivre de nouvelles crises et, peut-être, trouver des solutions à la crise environnementale. De toute façon, nous n'avons plus les moyens financiers, comme société, de faire autrement. Voilà ce que nous mettrons sur la table cette semaine » a indiqué Nancy Neamtan.

Dans les suivis à cette rencontre, le Chantier rappelle l'importance pour les acteurs de l'économie sociale d'être partie prenante des lieux de vigie et d'orientation aux côtés des représentants du secteur privé. Le Chantier de l'économie sociale veut s'assurer que la relance de l'économie du Québec mette à contribution le grand potentiel de croissance de l'économie sociale et la force de l'engagement citoyen au cœur de l'économie.

L'économie sociale québécoise est composée d'environ 7 000 entreprises, coopératives et OSBL, œuvrant dans 20 secteurs économiques (arts et culture, agroalimentaire, commerce de détail, environnement, immobilier collectif, loisir et tourisme, technologies de l'information et des communications, médias, manufacturier, services aux personnes, etc.). Elle emploie plus de 125 000 personnes et génère un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 8 % du PIB québécois.

-30-

Pour information : Jacques Hérivault
(514) 899-9916, poste 236 ou (514) 992-5603
Responsable des communications stratégiques
Chantier de l'économie sociale

